

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

**#MakeMexicoSafe**

Les demandes de la campagne comprennent le retrait du Mexique de la liste des « pays sécuritaires » du Canada et le rétablissement de la sécurité des défenseur-e-s des droits humains au Mexique

Date: **Lundi 1 décembre 2014**

Heure: **17h30**

Lieu: **Place Émilie-Gamelin**

Événement Facebook : [Performance-Marche silencieuse en solidarité avec Ayotzinapa](#)

**Contacts:**

CDHAL- Comité pour les droits humains en Amérique latine

Marie-Eve Marleau: 514-257-8710 poste 334 ou 514-278-5048

CIPO-VAN

Gil Aguilar: (604) 828-8909, [cipo.van@gmail.com](mailto:cipo.van@gmail.com)

(Please note: Raul Gatica-Bautista is available for interviews in Spanish and English)

Montréal, Lundi, le 1 décembre 2014 : Le groupe de droits humains CIPO-Vancouver (CIPO-VAN), en collaboration avec le groupe étudiant d'Amnistie internationale de l'Université de la Colombie-Britannique ont lancé, le 19 novembre 2014, une campagne internationale contre la détention arbitraire, la torture, l'assassinat et l'intimidation de militantEs politiques mexicains. Le lancement de la campagne se réalise en appui au Conseil Indigène Populaire de Oaxaca « Ricardo Flores Magón » (CIPO-RFM), qui mène depuis quelques jours une protestation pour dénoncer les violations de droits humains subies par ses membres de la part de l'État mexicain. La campagne a été co-lancée par les organisations Fuerza Puerza et la Communauté croissante de santé (Growing Community of Health) de Guelph, en Ontario, le **Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et Mexicanxs Unidxs por la Regularización (MUR) basés à Montréal, Québec**, ainsi que par un groupe de travailleurs migrants mexicains à Fresno, et à Los Angeles en Californie, aux États-Unis.

L'objectif de la campagne est de faire pression sur le gouvernement mexicain pour garantir la protection et le soutien des défenseurEs des droits humains, et de faire pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il reconnaisse la gravité des menaces auxquelles font face les défenseurEs des droits humains et les citoyenEs mexicainEs engagéEs politiquement qui demandent l'asile au Canada. La campagne fera une série de demandes au gouvernement du Canada, y compris le retrait du Mexique de la liste de « **pays sécuritaires** ».

« Le Mexique n'est pas un pays sécuritaire », affirme Gatica Bautista, qui pense qu'il doit sa vie au fait d'avoir été admis comme réfugié politique à un moment où le gouvernement du Canada n'avait pas encore mis de restrictions particulières aux procédures des demandeurs d'asile des défenseurEs des droits en provenance du Mexique. « À mon arrivée au Canada, j'ai allégué avoir été mis en prison et torturé par l'État mexicain, gravement blessé par deux tentatives d'assassinat, et constamment menacé à cause de mes activités politiques pacifiques. Pourtant, avec le nouveau traitement des demandeurs d'asile des défenseurEs mexicainEs au Canada, il est peu probable que j'aurais été admis au pays ».

La disparition récente et le possible massacre de plus de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa par des agents de la police mexicaine est un exemple particulièrement choquant de la violation systématique des droits humains dont le gouvernement mexicain est coupable, ainsi que de l'impunité qui les caractérise. Amnistie internationale affirme que les forces de sécurité de l'État mexicain agissent souvent en dehors de la loi.

Des activistes politiques non violents ont été arrêtés sur la base d'accusations non-fondées, battus ou torturés dans les prisons mexicaines, ou ont tout simplement disparu, enlevés et tués clandestinement. **Le nombre de disparuEs et de morts se chiffrent à 30 000 et 80 000, respectivement, au cours des dernières années.** En outre, des menaces de mort contre des défenseurEs de droits humains par des groupes paramilitaires ayant des liens présumés avec les organismes d'État - voire des homicides paramilitaires - ne sont généralement pas examinées et ne bénéficient que d'une attention superficielle de la justice mexicaine.

Les cas de 4 défenseurs des droits humains de l'État d'Oaxaca mettent en évidence l'absence de garanties élémentaires de droits et de justice à laquelle font aujourd'hui face des milliers de MexicainEs engagéEs politiquement. C'est le cas de Pablo López Alavez, qui pendant trois ans et demi a été emprisonné sur la base d'accusations non fondées; de Carlos René Román Salazar, qui, après avoir reçu plusieurs menaces de mort, est disparu en 2011 et maintenant présumé mort; Rodrigo Flores Peñaloza, qui est actuellement menacé par des groupes

paramilitaires ayant des liens avec le parti au pouvoir du Mexique; et Raúl Gatica Bautista, vivant en exil au Canada depuis 2005 et qui est à la recherche de garanties de protection pour lui permettre de revenir dans son pays natal.

Face à la disparition et au possible massacre perpétrés par les forces policières mexicaines des 44 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa, Guerrero, les 26 et 27 septembre 2014, il est particulièrement urgent de rappeler au gouvernement mexicain son obligation de cesser de bafouer les droits humains de ses citoyenEs.

**Le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et Mexicanxs unidxs por la Regularización (MUR) vous invite à vous joindre à la campagne #MakeMexicoSafe, qui a comme objectif faire pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il reconnaisse la gravité des menaces auxquelles font face les défenseurEs des droits humains et les citoyenEs mexicainEs engagéEs politiquement qui demandent l'asile au Canada et retire le Mexique de la liste de « pays sécuritaires ».**

Pour plus d'informations sur la campagne: [www.makemexicosafe.ca](http://www.makemexicosafe.ca)

#### **Informations complémentaires:**

Les cas des 4 défenseurs de droits humains, mentionnés ci-dessus, mettent en évidence l'absence de garanties élémentaires de droits et de justice à laquelle font face des milliers de MexicainEs engagéEs politiquement aujourd'hui. Face à la disparition et au possible massacre perpétrés par les forces policières mexicaines des 44 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa, Guerrero, les 26 et 27 septembre 2014, il est particulièrement urgent de rappeler au gouvernement mexicain son obligation de cesser de bafouer les droits humains de ses citoyenEs.

Cette disparition récente et le possible massacre de plus de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa par des agents de la police mexicaine est un exemple particulièrement choquant de la violation systématique des droits humains dont le gouvernement mexicain est coupable. Amnistie internationale affirme que les forces de sécurité de l'État mexicain agissent souvent en dehors de la loi.

Des activistes politiques non-violents ont été arrêtés sur des accusations non-fondées, battus ou torturés dans les prisons mexicaines, ou ont tout simplement disparu - enlevés et tués clandestinement. En outre, des menaces de mort contre des défenseurEs de droits humains par des groupes paramilitaires ayant des liens présumés avec les organismes d'État - voire des homicides paramilitaires - ne sont généralement pas examinées et ne bénéficient que d'une attention superficielle de la justice mexicaine.

Dans l'État d'Oaxaca, où un grand nombre d'habitants sont des Autochtones, la situation de droits humains est aggravée par une longue histoire de racisme et de discrimination du gouvernement à l'égard de la population. La campagne vise à renforcer le soutien et la restauration de la justice dans les cas des 4 défenseurs autochtones des droits humains, et à intensifier l'indignation face aux cas les plus récents de violence politique au Mexique.